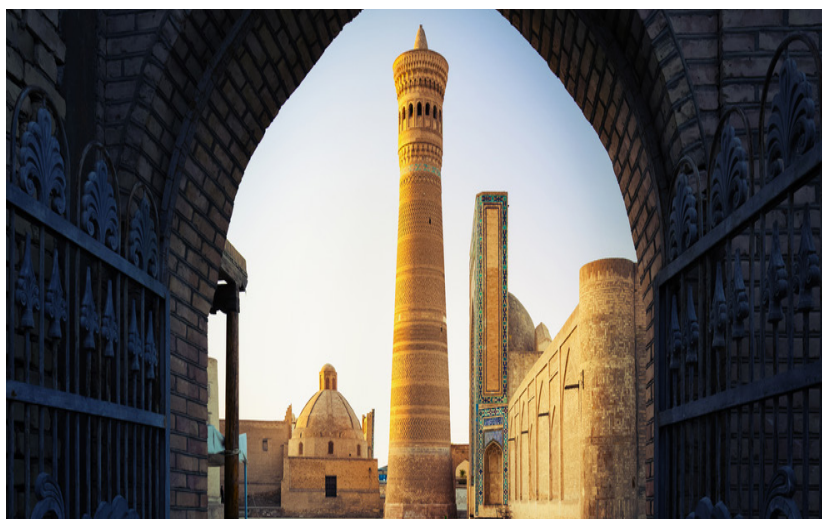


# L'Asie centrale à l'épreuve de l'islam radical



**Erlan Karine**

Février 2017

L’Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d’information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l’Ifri est une association reconnue d’utilité publique (loi de 1901). Il n’est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L’Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l’échelle internationale.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l’Ifri s’impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

Les opinions exprimées dans ce texte n’engagent que la responsabilité de l’auteur.

ISBN : 978-2-36567-669-4

© Tous droits réservés, Ifri, 2017

### **Comment citer cette publication :**

Erlan Karine, « L’Asie centrale à l’épreuve de l’islam radical », *Russie.Nei.Visions*, n° 98, Ifri, février 2017.

#### **Ifri**

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : [accueil@ifri.org](mailto:accueil@ifri.org)

#### **Ifri-Bruxelles**

Rue Marie-Thérèse, 21 1000 – Bruxelles – BELGIQUE

Tél. : +32 (0)2 238 51 10 – Fax : +32 (0)2 238 51 15

E-mail : [bruxelles@ifri.org](mailto:bruxelles@ifri.org)

**Site internet :** [ifri.org](http://ifri.org)

# Russie.Nei.Visions

*Russie.Nei.Visions* est une collection numérique consacrée à la Russie et aux nouveaux États indépendants (Biélorussie, Ukraine, Moldavie, Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan, Tadjikistan et Kirghizstan). Rédigés par des experts reconnus, ces articles *policy oriented* abordent aussi bien les questions stratégiques que politiques et économiques.

## L'auteur

Erlan Karine dirige depuis 2014 l'Institut d'études stratégiques du Kazakhstan et préside l'Association des sciences politiques du Kazakhstan.

Il est diplômé de l'université d'État d'Aktobe Joubanov et de l'université d'État Al-Farabi. Il a dirigé l'Agence de l'Asie centrale pour les études politiques de 2000 à 2003, puis le Centre des programmes antiterroristes de 2004 à 2006. En 2006, il a été nommé conseiller politique du gouverneur (*akim*) de la région de Manguistaou. En 2008, il a été nommé chef du Département de politique intérieure de l'Administration du Président de la République du Kazakhstan, puis secrétaire du Parti populaire démocratique *Nur Otan* en charge du développement stratégique. De décembre 2013 à mai 2014, il a été professeur associé à l'université américaine de Washington, D.C.

Erlan Karine est membre de plusieurs comités auprès d'institutions kazakhes : Comité d'expert du Conseil de sécurité, Comité public sur l'État de droit auprès de la Procuration générale, Comité public du ministère des Affaires étrangères.

Parmi ses récentes publications :

- *The Soldiers of the Caliphate: The Anatomy of a Terrorist Group*, Institut d'études stratégiques du Kazakhstan, Astana, 2016.
- *Successor or Succession? Transferring Power in Kazakhstan*, 2014.

## Résumé

Cette note analyse les menaces (globales, régionales et intérieures) qui pèsent aujourd'hui sur les États d'Asie centrale. Elle montre que la combinaison de nombreux risques intra et extrarégionaux engendre, pour ces pays, une série de dilemmes sécuritaires complexes. L'analyse de la situation géopolitique et de l'organisation politique interne des républiques d'Asie centrale, ainsi que des tendances actuellement à l'œuvre, permet d'envisager des stratégies de développement régional dans le cadre du « Petit » comme du « Grand » Jeu. Une attention particulière est portée aux événements en cours en Syrie, qui ont des répercussions directes sur le système de sécurité régional. Les républiques centre-asiatiques sont désormais confrontées à un nouveau danger : celui que posent leurs ressortissants partis combattre en Syrie ou en Irak, et qui y ont créé de nouvelles cellules djihadistes. Pour assurer la stabilité et la sécurité de l'Asie centrale, il est nécessaire de renforcer la coopération tant régionale qu'internationale.

# Sommaire

<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>5</b>
<b>ASIE CENTRALE : MENACES INTÉRIEURES ET EXTÉRIEURES.....</b>	<b>7</b>
Le « Grand Jeu » .....	7
Menaces internes.....	10
<b>LA NOUVELLE VAGUE DE RADICALISATION.....</b>	<b>12</b>
Le conflit syrien .....	12
L'Asie centrale dans le viseur des groupes terroristes.....	13
Les <i>Foreign fighters</i> centre-asiatiques .....	14
Kazakhstan .....	15
Kirghizstan .....	16
Tadjikistan .....	17
Turkménistan.....	18
Ouzbékistan .....	19
<b>LA MONTÉE DU PÉRIL TERRORISTE DANS LA RÉGION.....</b>	<b>20</b>
Les groupes combattants centre-asiatiques en Afghanistan et en Syrie .....	20
La propagande sur internet .....	25
Les attentats de 2016 (Aqtobe, Bichkek) .....	26
<b>PERSPECTIVES.....</b>	<b>27</b>

# Introduction

Vingt-cinq ans après la dissolution de l'Union soviétique et l'accession des républiques centre-asiatiques à l'indépendance, les questions sécuritaires figurent toujours au premier rang des priorités en Asie centrale.

Depuis 1991, l'importance internationale de l'Asie centrale est systématiquement envisagée sous un angle sécuritaire. Les États de la région ont cherché à utiliser cette perception à leur avantage en présentant diverses initiatives qui visaient à garantir la stabilité et la sécurité. Les acteurs extérieurs ont également invoqué le prétexte sécuritaire pour promouvoir leurs propres intérêts : durant la mise en place de structures régionales comme l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) ou l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), ils ont régulièrement insisté sur la nécessité d'unir les efforts de tous les États de la zone pour contrer les nouvelles menaces.

Les tentatives visant à développer le rôle de la région au-delà de celui de « zone tampon » entre diverses forces géopolitiques ou d'avant-poste face aux dangers provenant d'Afghanistan ont toutes échoué. L'Asie centrale reste perçue comme une région potentiellement instable<sup>1</sup>, d'autant plus que ses États sont confrontés à des problèmes persistants – risques d'affrontements interethniques, différends territoriaux et maritimes – qui pourraient dégénérer en graves conflits internes, voire régionaux.

Longtemps, le terrorisme et l'extrémisme n'ont pas été considérés comme des menaces sérieuses pour la sécurité régionale. Les dirigeants des États d'Asie centrale ont même, un temps, contesté l'existence de tout risque terroriste, sans doute par réticence à reconnaître que la région constituait un terreau favorable pour ce phénomène. Les questions de l'extrémisme et du terrorisme étaient uniquement abordées comme des menaces extérieures, généralement en lien avec l'Afghanistan. Pour cette raison, l'émergence dans la région de groupes radicaux a surpris à la fois les sociétés et les gouvernements d'Asie centrale. Dans plusieurs de ces pays, les populations reprochent d'ailleurs à leurs gouvernements d'avoir

---

Traduit du russe par Boris Samkov.

1. O. Tanrisever. *Afghanistan and Central Asia: NATO's Role in Regional Security Since 9/11*, Ios Pr Inc, 2013, p. 38.

réagi trop tardivement à l'irruption de ces nouveaux dangers et de ne pas s'être préparées à l'avance à contrer le radicalisme.

Aujourd'hui, il est tout à fait possible que les radicaux « amateurs » de la première vague soient remplacés par des combattants ayant acquis une expérience militaire conséquente en Afghanistan et en Syrie. Jusqu'ici, aucun lien direct n'a été établi entre les principaux groupes terroristes comme Al-Qaïda ou l'État islamique (EI) et les attentats commis dans la région, mais les activités de ces organisations pourraient inspirer les extrémistes centre-asiatiques.

La montée des tensions géopolitiques, l'insécurité persistante dans l'Afghanistan voisin, la guerre en Syrie et l'apparition de nouvelles cellules extrémistes en Asie centrale accroissent les risques pesant sur la sécurité régionale. Outre les facteurs extérieurs, les pays de la région font face à une instabilité intérieure croissante. L'Ouzbékistan est entré dans une période de transition du pouvoir qui entraînera inévitablement un changement de l'ensemble des élites politiques. Au Kirghizstan, une confrontation politique entre le pouvoir en place et l'opposition s'est engagée dans la perspective de l'élection présidentielle de 2017 : l'élite et la population sont traversées par de nouvelles lignes de fracture, et les troubles intérieurs gagnent en intensité. Par conséquent, les politiques sécuritaires centre-asiatiques sont essentiellement envisagées sous l'angle des risques politiques intérieurs. L'attention portée aux nouvelles menaces posées par les extrémistes tend au contraire à se réduire de nouveau.

Tout cela engendre de nouveaux dilemmes pour la sécurité de l'Asie centrale. Les élites et les sociétés de la région se retrouvent confrontées à de nouveaux questionnements. Faut-il accorder la priorité aux menaces intérieures ou aux risques extérieurs ? Comment répondre aux nouveaux dangers ? Est-il préférable d'y apporter une réponse ferme et immédiate, ou d'inscrire son action dans une stratégie à long terme afin de neutraliser les facteurs qui sont à la source du radicalisme ? De la résolution de ces dilemmes dépendent non seulement la stabilité et la sécurité de la région, mais aussi l'avenir même des États centre-asiatiques.

# Asie centrale : menaces intérieures et extérieures

Après les événements du 11 septembre 2001 et le début de la campagne militaire des États-Unis en Afghanistan, l'Asie centrale s'est en quelque sorte retrouvée en première ligne de la guerre contre le terrorisme international<sup>2</sup>. L'arrivée des troupes de la coalition internationale en Afghanistan a sensiblement accru l'importance stratégique de la région<sup>3</sup> : les républiques centre-asiatiques ont été impliquées dans l'installation et la protection des bases militaires, ainsi que le ravitaillement et le transit des équipements. Cependant, l'attention portée à l'Asie centrale s'est quelque peu affaiblie avec le début du retrait d'Afghanistan des soldats de la coalition. En parallèle, tandis que les États-Unis et la Russie sont moins actifs dans la région, la Chine y accroît sa présence. La modification de l'équilibre existant pourrait menacer la stabilité et la sécurité de la zone.

Outre ces évolutions géopolitiques, la situation politique intérieure de ces pays n'est guère plus stable. La contestation monte au sein de la société, tandis que des conflits éclatent parmi les élites. La question du remplacement des élites politiques se pose de plus en plus ouvertement, en particulier depuis le changement de pouvoir en Ouzbékistan, l'État le plus peuplé de la zone<sup>4</sup>. Il est ainsi clair que les dilemmes sécuritaires en Asie centrale sont déterminés par un ensemble de risques, extérieurs comme intérieurs.

## Le « Grand Jeu »

Traditionnellement, la plupart des experts considèrent l'Asie centrale à travers le prisme du « Grand Jeu », tel qu'on désigne la rivalité entre la Russie, la Chine et les États-Unis. En réalité, ces trois puissances ne sont pas en concurrence frontale, même si leurs intérêts peuvent s'opposer.

---

2. E. Wishnick, « Growing U.S. Security Interests in Central Asia », Carlisle Barracks, PA : Strategic Studies Institute, U.S. Army War College, 2002, p. 2.

3. « Pomošnik Gossekretarâ SŠA Robert Blejk – o koncepcii prisutstviâ SŠA v Central'noj Azii » [« Le secrétaire d'État adjoint des États-Unis Robert Blake s'exprime sur le concept de la présence des États-Unis en Asie centrale »], *Fergana News*, 27 juillet 2012, [www.fergananews.com](http://www.fergananews.com).

4. « Šavkat Mirziâev naznačen vrio prezidenta vrazrez s Konstituciej » [« Chavkat Mirziöiev est nommé président par intérim en infraction à la Constitution »], Radio Ozodlik, 9 septembre 2016. <http://rus.ozodlik.org>.



Elles préfèrent maintenir l'équilibre stratégique et la stabilité régionale, ne serait-ce que pour empêcher la propagation des conflits centre-asiatiques au Caucase, au Xinjiang ou en Asie du Sud.

Pour Washington, l'Asie centrale reste une zone tampon sur la route de l'Afghanistan. Elle constitue une voie fiable et éprouvée pour le transit des équipements destinés aux troupes américaines stationnées dans la zone. C'est pourquoi la coopération entre les États-Unis et les pays d'Asie centrale est étroitement liée aux domaines de la sécurité et du développement économique. Le discours isolationniste du président Donald Trump laisse présager que la nouvelle administration n'accordera pas une grande importance à l'Asie centrale, qui sera traitée en fonction des relations des États-Unis avec la Russie et la Chine. Cependant, contrairement à ce qu'affirment certains experts, les Américains ne quitteront pas totalement la région. Il est même probable qu'ils y renforcent leur présence en mettant en œuvre des stratégies alternatives. Washington pourrait ainsi chercher à assurer la stabilité et la sécurité de l'Asie centrale en contribuant à réduire les facteurs internes de radicalisation et à régler la crise afghane.

La politique chinoise dans la région suscite nombre d'appréhensions, notamment celle d'une expansion massive de Pékin. Les populations locales se méfient des initiatives de ce grand voisin. Consciente de cette défiance, la Chine évite de conclure toute alliance régionale, y compris avec la Russie. À l'avenir, Pékin intensifiera sa coopération économique avec les pays centre-asiatiques sur une base bilatérale et continuera d'exercer son influence *via* les projets d'infrastructure. La Chine est pragmatique et prudente, et attend que ses investissements portent leurs fruits. Quand elle contribue à l'économie des pays d'Asie centrale, il s'agit avant tout d'un investissement dans sa propre sécurité.

En effet, en développant ou en soutenant l'économie des pays centre-asiatiques, la Chine cherche également à neutraliser les facteurs susceptibles d'alimenter le radicalisme et à éviter que la région ne devienne un nouveau foyer d'instabilité. Dans cet objectif, Pékin continue d'augmenter les capacités et les ressources de la structure antiterroriste de l'OCS et incite fortement les pays de la région à s'y impliquer.

La Russie demeure la puissance géopolitique majeure en Asie centrale, malgré un degré d'activité fluctuant<sup>5</sup>. Cependant, du fait de la dégradation de sa situation économique, la Russie n'aura probablement plus, à l'avenir,

---

5. S. Peyrouse, « Russia-Central Asia: Advances and Shortcomings of the Military Partnership », in S. Blank, « Central Asian Security Trends: Views from Europe and Russia », Carlisle Barracks, PA: Strategic Studies Institute, U.S. Army War College, 2010, p. 8.

les moyens de réaliser des projets d'envergure dans cette zone. Elle ne saurait concurrencer la Chine en matière d'investissements et de grands projets économiques. C'est pourquoi Moscou accepte volontiers l'idée d'une « division du travail », où la Chine se chargerait de l'économie de la région, et la Russie de sa sécurité<sup>6</sup>.

Il n'en demeure pas moins que l'Asie centrale conservera une importance stratégique pour Moscou, surtout du point de vue sécuritaire. Cependant, l'implication russe dans le conflit syrien a contribué à faire de la région – et de la Russie elle-même – une nouvelle cible aux yeux des djihadistes centre-asiatiques.

La Russie comprend que sa propre sécurité dépend de la stabilité de l'Asie centrale, qui forme un « bouclier » contre la propagation des conflits en cours au Moyen-Orient ou en Asie du Sud. Elle va donc chercher à conserver son influence dans la région. Moscou va concentrer ses efforts sur le domaine politico-militaire, en contribuant à la protection des frontières et à la lutte antiterroriste. La Russie est également prête à collaborer avec d'autres acteurs internationaux pour assurer la sécurité régionale et internationale.

Actuellement, le « Grand Jeu » en Asie centrale n'est pas un facteur de déstabilisation régionale. Les grandes puissances mondiales n'ont pas de raisons de se livrer une concurrence directe. Toutefois, leur rivalité pourrait s'exacerber si les pays centre-asiatiques eux-mêmes rompaient l'équilibre établi, notamment en s'alliant de façon étroite avec l'un de ces acteurs extérieurs au détriment des autres. La transition du pouvoir en cours dans certains États de la région peut également susciter la discorde entre les grandes puissances. Il n'est pas impossible, en effet, que la volonté de Moscou et de Washington de renforcer leur influence sur les nouveaux régimes provoque une montée des tensions russo-américaines. Plus dangereux encore est le « Petit Jeu » en Asie centrale entre les puissances régionales comme la Turquie et l'Iran, que les actions irréfléchies des élites locales pourraient mettre en concurrence. Ces États, aux réactions souvent impulsives, pourraient importer dans la zone de nouveaux conflits et déstabiliser la région dans son ensemble.

---

6. « Central'naâ Aziâ – 2020 : četyre strategičeskikh koncepta » [« L'Asie centrale en 2020 : quatre concepts stratégiques »], Institut d'études stratégiques du Kazakhstan, Astana, 2015.

## Menaces internes

En vingt-cinq ans d'indépendance, les républiques d'Asie centrale se sont dotées d'États solides. Elles restent cependant confrontées à des défis d'ordre identitaire et leur positionnement extérieur demeure mal défini. Les pays centre-asiatiques éprouvent en effet toujours des difficultés à trouver leurs repères sur la scène internationale, ce qui explique les divergences entre leurs stratégies de politique étrangère : de la neutralité à l'isolationnisme en passant par la diplomatie dite « multivectorielle ». Quant à la crise identitaire intérieure, elle est due au fait que depuis leur indépendance, les États centre-asiatiques n'ont pas été capables de s'auto-définir ni d'élaborer de réel projet politique ; aujourd'hui encore, les débats sur l'identité, nationale ou religieuse, divisent leurs populations. La montée en puissance du nationalisme et de l'islamisme s'explique précisément par le fait que les nations centre-asiatiques n'ont jusqu'ici pas su répondre à cette exigence identitaire.

L'interminable crise afghane a contribué à la montée du radicalisme religieux dans les pays d'Asie centrale. Depuis le milieu des années 2000, le « djihadisme » afghan a fait des émules en Asie centrale, contribuant à l'émergence de groupes terroristes responsables de nombreux attentats sur leur territoire. Dès 2011, les « printemps arabes » ont provoqué une nouvelle vague de radicalisation dans la région. Le retour possible de nombreux ressortissants d'Asie centrale ayant acquis une expérience militaire dans des conflits extérieurs, et l'effet destructeur de la propagande djihadiste sur internet constituent des menaces immédiates pour la sécurité régionale.

Les forces radicales profitent du chaos idéologique, sécuritaire et de la persistance des problèmes sociaux pour accroître le nombre de leurs partisans. Depuis l'apparition du terrorisme djihadiste en Afghanistan et en Syrie, l'islamisation à l'œuvre en Asie centrale représente une menace interne à la stabilité des systèmes politiques des États centre-asiatiques.

À cette conjonction de menaces s'ajoute la détérioration de la situation socio-économique de ces États, qui fragilise les systèmes politiques existants. Au Kirghizstan, la situation politique est complexe : à l'approche de la campagne présidentielle, l'élite apparaît divisée. Au Tadjikistan, l'équilibre fragile atteint après la guerre civile est remis en cause. L'opposition est poussée dans l'illégalité ; le Parti de la renaissance islamique du Tadjikistan, après avoir été persécuté par le pouvoir, a été

interdit<sup>7</sup>. Le récent changement de président en Ouzbékistan, pays le plus peuplé de la région, est également un facteur potentiel de déstabilisation régionale<sup>8</sup>.

Les processus politiques en cours mettent en évidence de nouvelles lignes de fracture au sein des élites et de la société. Les élites régionales doivent comprendre que le système autoritaire ne correspond pas aux nouvelles réalités et ne permet pas toujours de réagir efficacement aux menaces intérieures. C'est pourquoi les attentes de modernisation politique sont extrêmement élevées dans la région.

Les États centre-asiatiques se trouvent actuellement à des étapes différentes de l'institutionnalisation de leurs systèmes politiques. Le Kazakhstan s'est doté d'institutions politiques et étatiques relativement solides ; mais dans les autres républiques, les normes traditionnelles demeurent prégnantes. Ainsi, tandis que les fondements traditionnels de la politique en Asie centrale s'érodent peu à peu, la modernisation reste insuffisante.

---

7. A. Sarkorova, « V Tadžikistane zapreščena Islamskaâ partiâ » [« Le Parti islamique est interdit au Tadjikistan »], BBC, 29 septembre 2016, [www.bbc.com](http://www.bbc.com).

8. « Šavkat Mirziâev naznačen vrio prezidenta vrazrez s Konstituciej » [« Chavkat Mirziöev est nommé président par intérim en infraction à la Constitution »], Radio Ozodlik, 9 septembre 2016, <http://rus.ozodlik.org>.

# La nouvelle vague de radicalisation

La radicalisation en Asie centrale est entrée dans une nouvelle phase qui dépend de facteurs internes et externes. Sur le plan intérieur, l'extrémisme est alimenté par les problèmes sociaux et économiques : chômage, pauvreté, corruption<sup>9</sup>. Les causes extérieures sont liées à la montée des tensions internationales et à l'apparition de nouveaux foyers d'instabilité.

## Le conflit syrien

La guerre en Syrie a favorisé l'émergence d'une nouvelle force terroriste, l'État islamique (EI). Ce groupe a changé la nature et l'ampleur de la menace terroriste. Ses actions ont mis en évidence la fragilité des systèmes de sécurité régionaux et même international. Les attentats commis à Paris en janvier et novembre 2015 ont montré que les terroristes de l'EI étaient capables de frapper hors du Moyen-Orient et représentaient désormais une sérieuse menace internationale.

Dans de nombreux pays du monde, y compris en Asie centrale, l'EI a contribué à activer les cellules « dormantes » et les « loups solitaires ». C'est sous l'influence de la propagande des groupes extrémistes qu'a été commis l'attentat de Karaganda (au Kazakhstan) en juin 2016.

Un autre élément notable du conflit syrien réside dans la participation massive de citoyens étrangers aux opérations militaires. Le nombre de combattants étrangers présents en Syrie et en Irak ne cesse de croître. En juin 2016, le département d'État américain a déclaré que plus de 40 000 combattants originaires de 100 pays différents opéraient sur le sol syrien<sup>10</sup>. Cela représente davantage que le cumul de tous les combattants étrangers ayant rejoint des groupes terroristes en Afghanistan, Pakistan, Irak, Yémen et Somalie au cours de n'importe quelle année depuis

---

9. T. Lynch, M. Bouffard, K. King et G. Vickowski, « The Return of Foreign Fighters to Central Asia : Implications for U.S. Counterterrorism Policy », Institute for National Strategic Studies, *Strategic Perspectives*, n° 21, octobre 2016, p. 4, <http://inss.ndu.edu>.

10. « Over 40 000 Foreign Militants from 100 Countries Fighting in Syria – US State Department », RT, 3 juin 2016, [www.rt.com](http://www.rt.com).

vingt ans<sup>11</sup>. Une partie de ces combattants reviennent ensuite dans leurs pays d'origine pour y organiser des attentats.

La crise syrienne a mis en évidence les divergences entre les politiques étrangères et sécuritaires des puissances mondiales, et provoqué des bouleversements sur la scène internationale. La présence militaire de la Russie en Syrie a contribué à la dégradation des relations turco-russes. Les États-Unis et leurs alliés sont eux aussi en désaccord complet avec la Russie sur la situation syrienne. De fait, les puissances impliquées dans le conflit syrien mettent à l'épreuve la solidité et l'efficacité des systèmes de sécurité régionaux et mondiaux.

## L'Asie centrale dans le viseur des groupes terroristes

L'Afghanistan subit actuellement une nouvelle vague d'attentats terroristes. Les talibans restent particulièrement actifs dans le nord du pays, et l'EI s'y est également implanté. L'Asie centrale ne représente pas une cible prioritaire aux yeux des principales organisations terroristes. Cependant, la concurrence que celles-ci se livrent pour marquer leur présence dans la région et recruter de nouveaux adeptes est extrêmement inquiétante dans la mesure où elle risque de donner un nouvel élan aux groupes terroristes centre-asiatiques. Nourris par les idées mais aussi par les ressources financières des djihadistes internationaux, certains groupes régionaux comme le Mouvement islamique d'Ouzbékistan, la *jamaat* Ansarullah et d'autres peuvent être tentés d'intensifier leurs activités. L'intervention d'Al-Qaïda et de l'EI en Syrie et en Irak pourrait réveiller des cellules djihadistes « dormantes » dans la région.

Le Kazakhstan, l'Ouzbékistan et le Kirghizstan ont déjà été confrontés à ce type de menaces par le passé. En 2004, le groupe Union du djihad islamique a mené une attaque suicide à Tachkent, capitale de l'Ouzbékistan. En 2010, le mouvement religieux extrémiste Jaysh Al-Mahdi a revendiqué plusieurs attentats au Kirghizstan. En 2011, le groupe Jund Al-Khalifat a commis une série d'attaques dans plusieurs villes du Kazakhstan. Ces groupes étaient étroitement liés aux talibans afghans et pakistanais qui, au fil des années, leur ont fourni refuge, armes et formation militaire. Cependant, l'intervention américaine en Afghanistan a affaibli les talibans et réduit leurs ressources, ce qui a provoqué l'affaiblissement, voire la disparition de certains groupes centre-asiatiques.

11. « V 2014 g. v mire bylo soveršeno 13463 terrorističeskikh aktov » [« 13 463 attentats terroristes ont été commis dans le monde en 2014 »], Gruzia online, 28 juin 2015, [www.apsny.ge](http://www.apsny.ge).

Même si les grands groupes terroristes ne semblent pas directement présents dans la région, le fait que de nombreux citoyens d'Asie centrale rejoignent leurs rangs est porteur de risques à long terme. Certains de ces risques ont d'ailleurs déjà commencé à se concrétiser.

Au cours des trois dernières années, des ressortissants d'Asie centrale ont créé, sur les territoires syrien et irakien, plusieurs détachements ethniques qui se sont intégrés à de puissants mouvements terroristes – l'État islamique et Jabhat Fatah Al-Cham (anciennement Front Al-Nosra, lié à Al-Qaïda). Des centaines de citoyens de pays centre-asiatiques combattent aujourd'hui au sein de ces groupes. L'un de ces détachements centre-asiatiques, la *katiba* Tawhid Al-Djihad, a organisé un attentat dans la capitale du Kirghizstan à l'été 2016. Pour la nouvelle génération de radicaux, le « djihad syrien » est une école de la guerre, et les combattants originaires d'Asie centrale y occupent de plus en plus souvent des fonctions de responsabilité ou de commandement.

Afin de réduire le risque terroriste dans la région, les États d'Asie centrale doivent donc suivre avec la plus grande attention la situation en Afghanistan et en Syrie, les déplacements des combattants et les activités des cellules radicales centre-asiatiques.

## Les *Foreign fighters* centre-asiatiques

Depuis plusieurs années, les pays d'Asie centrale sont confrontés au problème posé par la participation de leurs citoyens aux conflits en Syrie et en l'Irak. Le nombre de ressortissants d'Asie centrale présents sur ce terrain, et l'ampleur de leur implication dans la guerre, sont parfois exagérés<sup>12</sup>. Le problème n'en est pas moins réel. Les gouvernements centre-asiatiques sont aujourd'hui profondément préoccupés par le potentiel retour de ces combattants désormais aguerris, ainsi que par le sort de leurs veuves et de leurs enfants mineurs. De plus, les événements en cours au Moyen-Orient risquent de galvaniser les groupes radicaux centre-asiatiques, notamment le Mouvement islamique d'Ouzbékistan et le Parti islamique du Turkestan.

La guerre en Syrie a fait émerger une nouvelle vague de radicalisation dans la région. Les ressortissants d'Asie centrale présentent certaines spécificités par rapport aux autres combattants étrangers :

- ils sont plus souvent amenés à se combattre entre eux car on les retrouve, en Syrie, dans de nombreux groupes radicaux qui s'affrontent.

12. « Central'noaziatskie boeviki v Sirii » [« Combattants centre-asiatiques en Syrie »], Rapport analytique de l'Institut d'études stratégiques du Kazakhstan, Astana, 2016.

En effet, au-delà de la rébellion contre le régime Assad, le conflit syrien est le théâtre de luttes violentes entre divers groupes armés pour le territoire, les ressources et le pouvoir. Les combattants centre-asiatiques qui ont rallié l'EI, Jabhat Fatah Al-Cham ou Al-Qaïda sont donc en guerre les uns contre les autres ;

- ils créent leurs propres détachements sur une base ethnique (*jamaats*), ou encore se rassemblent avec des ressortissants d'autres pays de la Communauté des États indépendants (CEI) ;

- ils partent généralement par familles entières. Ainsi, 150 familles ont quitté le Tadjikistan, 63 le Kirghizstan. La plupart des hommes ont déjà été tués, mais la question du sort de leurs veuves et enfants n'en est pas moins urgente. Une partie de ces derniers restent dans la zone des combats, d'autres cherchent à rejoindre la Turquie, l'Égypte ou d'autres pays. Mais ces femmes et ces enfants, souvent désespérés, peuvent devenir la prochaine cible des recruteurs des groupes terroristes et provoquer une nouvelle vague de radicalisation ;

- ils sont souvent nommés à des positions de commandement au sein des groupes terroristes. Peu nombreux, les combattants originaires d'Asie centrale et d'Iran occupent néanmoins des postes élevés dans divers groupes actifs en Syrie. D'après l'ONU, des combattants centre-asiatiques, de même que des Tchétchènes, figurent parmi le haut commandement de l'EI et de Jabhat Fatah Al-Cham. À l'avenir, ces chefs militaires pourraient parvenir au sommet de ces organisations ;

- dans un contexte marqué par un chômage élevé, des revenus instables et une quête de justice sociale, les travailleurs pauvres, souvent des migrants (notamment en Russie), sont des proies faciles pour les recruteurs des organisations terroristes.

Il est difficile d'évaluer le nombre de ressortissants d'Asie centrale en Syrie, car les différents rapports et études avancent des chiffres largement divergents. Par ailleurs, les débats « comptables » qui occupent les experts leur font oublier le cœur du problème. En effet, même s'il ne s'agit que de quelques dizaines de personnes, la menace doit être prise très au sérieux.

## Kazakhstan

La population du Kazakhstan a été l'une des premières cibles des campagnes de propagande djihadiste dans la région. Au cours de ces trois dernières années, l'État islamique a publié plusieurs clips mettant en scène des Kazakhs. La première de ces vidéos annonçait qu'un grand nombre de citoyens de la république étaient arrivés en Syrie. Les suivantes



présentaient leurs actions et leur vie quotidienne. Fait particulièrement inquiétant, ces films de propagande ont également mis en scène des enfants mineurs de combattants kazakhstaniens. Par exemple, en janvier 2015, l'EI a publié une vidéo dans laquelle un garçon âgé d'une dizaine d'années assassinait deux hommes présentés comme étant des « agents du FSB russe ». Cet enfant bourreau était déjà présent sur la toute première vidéo, diffusée en octobre 2013, consacrée aux citoyens du Kazakhstan venus en Syrie pour y faire le djihad, puis dans une autre vidéo, rendue publique en décembre 2014, où il parlait des Kazakhstaniens combattant sur le sol syrien. La vidéo de 2015 était l'une des premières où un groupe terroriste filmait à des fins de propagande un enfant en train de commettre un assassinat. Selon les experts, il s'agissait d'une mise en scène, qui visait à effrayer les agents des services spéciaux et à promouvoir la nouvelle génération du « Califat ».

En mars 2016, les autorités d'Astana ont déclaré que près de 200 Kazakhstaniens étaient engagés dans des actions militaires en Syrie et en Irak<sup>13</sup>, et qu'ils étaient accompagnés de leurs épouses, de veuves et d'enfants.

Face à cette menace croissante, le Kazakhstan a pris certaines mesures visant à prévenir l'implication de ses citoyens dans les activités terroristes. En avril 2014, le pays a adopté une loi punissant d'une peine de trois à sept ans d'emprisonnement « la participation volontaire d'un citoyen du Kazakhstan à des conflits armés ou à des opérations militaires sur le territoire d'un État étranger même en l'absence de preuves d'une activité mercenaire ». En mai 2014, un habitant d'Almaty a ainsi été condamné à sept ans de prison pour sa participation aux activités d'une organisation terroriste en Syrie.

## Kirghizstan

Le Kirghizstan présente un risque terroriste plus élevé. L'expérience montre que la plupart des combattants de retour de Syrie n'ont aucune intention de revenir à leur vie d'antan, et ont au contraire l'intention de conduire des actions violentes de grande ampleur destinées à terroriser la population et le pouvoir. Par exemple, lors du seul mois de février 2014, les forces de sécurité kirghizes ont arrêté dix individus résidant dans la province d'Och qui préparaient une série d'attentats au Kazakhstan. Certains d'entre eux avaient été formés dans des camps d'entraînement

---

13. S. Kaukenova, « 200 kazahstanev vmeste s sem'jami vojujut v Sirii i Irake – sekretar' Sovbeza » [« Selon le secrétaire du Conseil de Sécurité, 200 Kazakhstaniens et leurs familles combattraient en Syrie et en Irak »], Vlast.kz, 2 mars 2016, <https://vlast.kz>.

terroristes en Syrie et avaient directement participé aux combats. Un peu plus tôt, en septembre 2013, les autorités avaient arrêté trois combattants venus de Syrie qui avaient pour mission d'organiser une série d'explosions lors de la fête de l'indépendance du Kirghizstan et à l'occasion du sommet de l'OSC. L'un d'eux était kazakhstanaï, les deux autres étaient kirghizes, originaires de la province d'Och.

D'après les dernières données disponibles, 571 citoyens kirghizes<sup>14</sup>, dont 63 familles<sup>15</sup> y compris une centaine d'enfants mineurs<sup>16</sup> ont quitté leur pays pour aller combattre en Syrie. Près de 80 % d'entre eux appartiennent à la minorité ouzbek<sup>17</sup>.

En juillet 2015, le président kirghiz A. Atambaev a signé un texte de loi qui amende le Code pénal du pays : ceux qui participent à des conflits armés à l'étranger sont désormais passibles de poursuites pénales et encourent jusqu'à douze ans d'emprisonnement.

## Tadjikistan

De tous les pays de la région, c'est au Tadjikistan qu'on a observé, en 2015, la plus grande augmentation du nombre de citoyens partis faire le djihad : cet indicateur a été multiplié par cinq, passant de 200 personnes en 2014 à 1 000 l'année suivante<sup>18</sup>. La plupart des individus qui ont rejoint la Syrie étaient originaires du sud du pays. En 2014, 35 procès ont été ouverts contre des habitants de la province de Soghd qui s'étaient rendus en Syrie pour participer aux combats ou avaient tenté de le faire<sup>19</sup>. 17 d'entre eux ont été arrêtés, les 18 autres sont toujours recherchés.

---

14. N. Ganyeva, « Vnešnie i vnutrennie faktory » [« Facteurs externes et internes »], Terrorism.kg, 25 mars 2016, <http://24.kg>.

15. I. Marčenko, « V Sirii i Irake pogibli 45 graždan Kyrgyzstana » [« 45 citoyens du Kirghizstan ont trouvé la mort en Syrie et en Irak »], 24.KG, 8 septembre 2015, <http://24.kg>.

16. N. Ganyeva, « Iz Kyrgyzstana v Siriû vyvezli okolo 100 detej » [« Près de 100 enfants ont été emmenés du Kirghizstan en Syrie »], 24.KG, 31 mai 2016, <http://m.24kg.org>.

17. I. Paražčuk, A. Val'samaki, « Zaderžannyh uzbekov podozrevaût v popytkah vyehat' v Siriû » [« Les Ouzbeks arrêtés sont soupçonnés d'avoir voulu se rendre en Syrie »], Radio Azattyk, 9 novembre 2015, <http://rus.azattyk.org>.

18. M. Muhammadradžab, « V otnošenii desiati žitelej Sogdijskoj oblasti zaveli ugolovnye dela za učastie v džihade » [« Une dizaine d'habitants de la province de Soghd sont poursuivis pour avoir participé au djihad »], Radio Ozodi, 15 octobre 2014, <http://rus.ozodi.org>; « Rahmon: "Bolee 1000 tadžikov voût v Sirii i v Irake" » [« Rakhmon: "Plus de 1000 Tadjiks combattent en Syrie et en Irak" »], Radio Azattyk, 25 janvier 2016, <http://rus.azattyk.org>.

19. « Prokuratura ob učastii žitelej Sogda v vojne v Sirii » [« Déclaration du Parquet sur la participation d'habitants du Soghd à la guerre en Syrie »], Radio Ozodi, 6 janvier 2015, <http://rus.ozodi.org>.

Au cours du premier semestre 2016, les forces de l'ordre du Tadjikistan ont arrêté au total 368 membres d'organisations terroristes<sup>20</sup>, dont 133 appartenaient à l'EI, 18 aux Frères musulmans et 10 au Mouvement islamique du Turkestan.

Constatant cette implication massive de ses ressortissants dans les combats en Syrie, le Tadjikistan a été l'un des premiers pays d'Asie centrale à durcir sa législation visant tout citoyen qui prendrait part à des conflits armés à l'étranger. Un décret présidentiel daté du 24 juillet 2014 stipule que les coupables, ainsi que ceux qui cherchent à les recruter, encourrent entre 12 et 20 ans de réclusion. Jusqu'à cette date, le Code pénal ne contenait aucun article relatif à ce type d'activités. En octobre 2015, un habitant de la province de Soghd a été condamné à 16 ans d'emprisonnement pour avoir pris part à des combats en Syrie et recruté des citoyens du Tadjikistan pour le compte de l'EI. En décembre 2015, sept citoyens, dont trois mineurs, ont été condamnés à des peines comprises entre 7 et 27 ans de prison pour avoir accroché le drapeau de l'EI sur un monument.

Cependant, d'après les médias, les « combattants déçus », c'est-à-dire ceux qui sont volontairement rentrés de Syrie sans avoir directement participé à la guerre et sans en avoir eu l'intention, sont autorisés à revenir librement chez eux et à retrouver une vie paisible. C'est ainsi que deux habitants de la province de Soghd, interpellés à leur retour de Syrie, ont finalement été remis en liberté.

## Turkménistan

L'opacité qu'entretient l'État turkmène ne permet pas d'esquisser de tendances concernant ses ressortissants partis pour le djihad. De nombreux experts occidentaux se basent toujours sur des informations fournies par des officiels syriens en 2013. D'après ces chiffres, quelque 190 ressortissants turkmènes combattraient aujourd'hui en Syrie, répartis dans divers groupes terroristes. Il semble que leur nombre soit en augmentation. Obtenir des chiffres fiables est cependant d'autant plus difficile que les experts eux-mêmes confondent fréquemment les Turkmènes avec d'autres groupes ethniques (les Turcomans) qui vivent en Syrie et en Irak.

---

20. N. Barhom, « V Tadžikistane snižaetsâ vyezd molodioži v Siriû » [« Baisse du nombre de jeunes Tadjiks se rendant en Syrie »], CA Online, 23 août 2016, [www.inozpress.kg](http://www.inozpress.kg).

## Ouzbékistan

L'Ouzbékistan possède sa propre histoire d'extrémisme religieux. Le Mouvement islamique d'Ouzbékistan a été l'une des premières organisations terroristes de la région. Ses actes ont contribué à la création d'autres cellules radicales dans cet espace, comme l'Union du djihad islamique, la *jamaat* Ansarullah et le Jund Al-Khalifat.

La guerre en Syrie a constitué une nouvelle étape dans l'évolution des extrémistes ouzbeks. La *jamaat* imam Bukhari ou la *katiba* Al-Tawhid wal Jihad ont ainsi intégré l'organisation terroriste Jabhat Fatah Al-Cham, où elles s'imposent aujourd'hui comme des troupes d'élite.

Selon les défenseurs turcs des droits de l'homme, entre 3 000 et 3 500 citoyens ouzbeks seraient actuellement impliqués dans des opérations militaires en Syrie<sup>21</sup>. En 2015, le Service de sécurité nationale de l'Ouzbékistan a reconnu ne pas disposer d'informations fiables sur le nombre total de ses ressortissants installés dans les territoires contrôlés par l'EI, mais évaluait entre 500 et 600 le nombre d'Ouzbeks engagés dans des combats aux côtés de l'organisation terroriste<sup>22</sup>. L'EI chercherait à recruter des professionnels et des ouvriers qualifiés, et pas uniquement des individus capables d'« appuyer sur la gâchette<sup>23</sup> ».

---

21. « Boeviki Uzbekistana v Sirii zanimaûtsâ reklamoj "Islamskogo gosudarstva" » [« Les combattants ouzbeks en Syrie font la publicité de l'"État islamique" »], Radio Ozodi, 4 novembre 2014, <http://rus.ozodi.org>.

22. « IGIL verbuet kvalificirovannyh rabotnikov iz Uzbekistana » [« L'EI recrute des travailleurs qualifiés originaires d'Ouzbékistan »], Stan Radar, 4 septembre 2015, [www.stanradar.com](http://www.stanradar.com).

23. *Ibid.*

# La montée du péril terroriste dans la région

Plusieurs phénomènes qui témoignent de l'activation des groupes terroristes centre-asiatiques sont particulièrement inquiétants.

Premièrement, le fait même que des citoyens d'Asie centrale prennent part aux combats en Syrie et en Irak au sein d'Al-Qaïda ou de l'EI peut susciter un intérêt accru des grandes organisations terroristes pour le potentiel de la région.

Deuxièmement, afin d'accroître leur légitimité aux yeux des chefs de ces organisations, les ressortissants d'Asie centrale cherchent à se distinguer au combat et n'hésitent pas à recourir à la violence la plus extrême, ou encore à mettre en scène des enfants bourreaux (voir *supra*).

Troisièmement, l'ascension progressive des combattants centre-asiatiques dans la hiérarchie d'Al-Qaïda ou de l'EI pourrait, à terme, conduire ces groupes à s'orienter vers l'Asie centrale.

Enfin, le retour de combattants passés par la Syrie peut accroître la menace terroriste dans la région. Plusieurs cas d'individus ayant projeté des actes terroristes sur le territoire de leur pays après leur retour de Syrie ont déjà été rapportés.

Les processus en cours au Proche-Orient et en Afghanistan ont un impact sans cesse croissant sur l'espace géopolitique de l'Asie centrale.

## Les groupes combattants centre-asiatiques en Afghanistan et en Syrie

La plupart des groupes armés centre-asiatiques connus sont étroitement liés à l'Afghanistan et, spécialement, aux talibans. Outre la proximité géographique et les facteurs historiques et religieux, ce phénomène s'explique par les turbulences politiques qui ont traversé la région. En Afghanistan, ces groupes ont trouvé refuge, expérience militaire et possibilité de s'ancrer dans le système du djihad mondial.

## ***Le Mouvement islamique d'Ouzbékistan***

Pendant vingt ans, le Mouvement islamique d'Ouzbékistan est resté l'une des principales organisations combattantes centre-asiatiques, entretenant des contacts non seulement avec les talibans, mais aussi avec Al-Qaïda. Dans les premières années de son existence, il se donnait pour but le renversement du président Islam Karimov et l'instauration d'un État musulman en Ouzbékistan. Cependant, en Afghanistan, les membres du mouvement ont progressivement délaissé les préoccupations purement nationales au profit d'un islamisme internationaliste<sup>24</sup>. Sur le plan idéologique, ils se sont nettement rapprochés des talibans. Par la suite, le conflit syrien a eu des répercussions majeures sur les activités et l'existence même du groupe. En 2015, le leader de l'organisation Ousman Ghazi a fait allégeance à l'EI. Simultanément, il a critiqué les talibans, affirmant que le fondateur de leur mouvement, le mollah Omar, était décédé quatorze ans plus tôt, et accusant la direction des talibans de « mensonge, afghanisation et népotisme<sup>25</sup> ». Ces déclarations ont provoqué un schisme au sein du MIO, dont une partie s'est retournée contre les talibans. En décembre 2015, des sites web affiliés aux talibans ont annoncé la mort du chef et de nombreux membres de cette organisation lors d'un affrontement avec des combattants talibans. Cependant, en juin 2016, plusieurs combattants du MIO annoncèrent qu'ils restaient loyaux aux talibans et à Al-Qaïda. Le groupe n'a donc pas disparu, mais il a perdu en ampleur et en influence.

## ***L'Union du djihad islamique***

L'Union du djihad islamique représente une réelle menace pour les États de la région. Il s'agit d'un groupe armé qui a fait scission du Mouvement islamique d'Ouzbékistan. Les informations disponibles à son égard sont très contradictoires ; les doutes entourant son existence ont même incité certains observateurs à se demander s'il ne s'agissait pas un leurre créé par les services secrets ouzbeks. Les attentats terroristes commis à Tachkent en 2004, qui furent revendiqués par l'Union du djihad islamique, ont cependant montré que le groupe devait être pris au sérieux. D'après les experts, elle a été la première organisation centre-asiatique à recourir à la

---

24. A. Gurkov, « "Islamskoe dviženie Uzbekistana" rasširâet svoû geografiû » [« Le "Mouvement islamique d'Ouzbékistan" étend son champ d'action »], DW, 24 décembre 2009, [www.dw.com](http://www.dw.com).

25. « Taliby rasprostranili fotografiû âkoby mertvogo Usmana Gazi » [« Les talibans ont diffusé la photo d'un corps présenté comme étant celui d'Ousman Ghazi »], Radio Ozodlik, 11 décembre 2015, [www.ozodlik.org](http://www.ozodlik.org).

technique de l'attentat-suicide<sup>26</sup>. Après avoir été, des années durant, influencée par l'idéologie talibane dont les visées étaient essentiellement régionales, l'Union du djihad islamique s'est alignée sur l'« internationalisme » d'Al-Qaïda. Selon diverses sources, l'un des principaux chefs de guerre d'Oussama Ben Laden, Abou Leït Al-Libi<sup>27</sup>, avait été durant un temps le stratège en chef du groupe. Il n'est pas étonnant, dès lors, que l'Union du djihad islamique ait tenté d'agir au niveau mondial. En 2007, plusieurs membres du groupe qui planifiaient une attaque contre la base aérienne américaine de Ramstein ont été arrêtés en Allemagne. À l'automne 2013, au Kirghizstan, les autorités ont arrêté des combattants de retour de Syrie qui appartenaient à cette organisation. Plusieurs membres du groupe Jund Al-Khalifat, liés à l'Union du djihad islamique, ont été arrêtés en Turquie alors qu'ils cherchaient à se rendre en Syrie. Il apparaît donc que l'Union du djihad islamique, auparavant cantonné à la zone afghano-pakistanaise, « exporte » désormais ses combattants sur les théâtres extérieurs. Il continue ainsi de représenter une grave menace pour les États de la région.

### **La jamaat Ansarullah**

Selon certaines sources, la *jamaat* Ansarullah (Société des compagnons d'Allah) a été créée en 2006 par des combattants tadjiks ayant fait sécession du MIO<sup>28</sup>. Le groupe s'est fait connaître en septembre 2010 en revendiquant un attentat à la bombe à Khodjent (le centre administratif de la province de Soghd). Les autorités du Tadjikistan l'accusent également d'être impliqué dans les événements survenus dans la vallée de Racht, également en septembre 2010, quand une embuscade visant un convoi militaire coûta la vie à plus de vingt soldats. En 2011, le groupe a publié un message vidéo appelant les musulmans du Tadjikistan au djihad contre la politique menée par l'État. Malgré toutes ces informations, certains doutes demeuraient quant à l'existence réelle de cette organisation ; les autorités du pays l'ont cependant confirmée et en mai 2012, par décision de la Cour suprême, la *jamaat* Ansarullah a été interdite sur le territoire du

26. F. Džani, « Čto takoe "Soúz islamskogo džihada" : Vydumka specslužb ili "dočka" "Al'-Kaidy" ? » [« L'Union du djihad islamique" : invention des services secrets ou " filiale" d' Al-Qaïda" ? »], FerganaNews, 28 septembre, 2009, [www.fergananews.com](http://www.fergananews.com).

27. G. Štajnberg, « "Soúz Islamskogo džihada" : portret terorističeskoj organizacii » [« L'Union du djihad islamique" : portrait d'une organisation terroriste »], Antiterror, 4 octobre 2013, <http://antiterror.today.com>.

28. N. Barhom, « "Džamaat Ansarullah" vozroždaetsâ » [« La renaissance de la *jamaat* Ansarullah »], CA Online, 8 décembre 2015, [www.inozpress.kg](http://www.inozpress.kg).

Tadjikistan<sup>29</sup>. D'après certaines sources ouvertes, entre 50 et 60 membres de cette organisation combattaient en Afghanistan aux côtés des talibans, en particulier dans la province de Badakhchan<sup>30</sup>. Par ailleurs, certains membres de la *jamaat* Ansarullah auraient rejoint le « djihad international » en Syrie<sup>31</sup>.

On sait qu'en Syrie, les combattants centre-asiatiques cherchent à former leurs propres *jamaats* sur une base ethnique. Par manque de moyens, notamment d'armes, ces *jamaats* doivent cependant intégrer d'autres organisations terroristes. Plusieurs de ces formations sont aujourd'hui identifiées.

### ***La katiba Tawhid Al-Djihad*** **(« Jannat Ochiklari »)**

La *katiba* Tawhid Al-Djihad a été formée relativement récemment – en 2014 – par un citoyen du Kirghizstan d'ethnie ouïgoure, Sirojiddine Moukhtarov<sup>32</sup> (qui se fait appeler Abou Salokh). Très actif sur le territoire du Kirghizstan, le groupe y recrute des combattants destinés à partir en Syrie. Ainsi, en 2014-2015, sur la seule province d'Och, on recense 35 individus partis en Syrie pour rejoindre ses rangs. De source policière, il compterait entre 180 et 200 membres<sup>33</sup>, originaires essentiellement des provinces d'Och et de Batken (Kirghizstan), de Djalalabad (Pakistan), ainsi que de la région autonome ouïghoure du Xinjiang (Chine). En septembre 2015, la *katiba* Tawhid Al-Djihad a rejoint Jabhat Fatah Al-Cham. Ses membres ont participé à des opérations conjointes avec Jabhat Fatah Al-Cham contre les forces russes sur le théâtre syrien. Notamment, en septembre 2015, le groupe a revendiqué une attaque sur les positions des forces russes en Syrie<sup>34</sup>. Si aujourd'hui, la *katiba* est l'une des principales organisations armées de Jabhat Fatah Al-Cham, elle n'a pas abandonné pour autant son projet de mener le djihad en Asie centrale. En août 2016, le Comité de sécurité nationale du Kirghizstan a attribué à Tawhid Al-Djihad

29. « "Džamaat Ansarullah" ob"âvlen vne zakona » [« La *jamaat* Ansarullah est déclarée illégale »], Radio Ozodi, 3 mai 2012, <http://rus.ozodi.org>.

30. « Tadžikskie boeviki aktivizirovalis' v Badahšane » [« Les combattants tadjiks passent à l'action dans le Badakhshan »], Centre Lev Goumilev, 6 décembre 2016, [www.gumilev-center.af](http://www.gumilev-center.af).

31. « Tadžikistan boretšâ s terrorom » [« Le Tadjikistan lutte contre la terreur »], Anti Terror, 27 juin 2014, <http://counter-terror.kz>.

32. « Organizatory vzryva v kitajskom posol'stve skryvaŭtsâ v Turcii i Sirii ? » [« Les organisateurs de l'explosion à l'ambassade de Chine se cachent peut-être en Turquie et en Syrie »], Belyj Parus, 7 septembre 2016, [www.parusk.info](http://www.parusk.info).

33. A. Isaev, « Terroristy zapreščeny oficial'no » [« Les terroristes sont officiellement interdits »], Delo.kg, 28 mai 2015, <http://delo.kg>.

34. T. Joscelin, « Al Qaeda brigade claims attack on Russian forces in Syria », Threat Matrix, 30 septembre 2015, [www.longwarjournal.org](http://www.longwarjournal.org).



un attentat à la voiture piégée commis à proximité de l'ambassade de Chine à Bichkek<sup>35</sup>.

### **La jamaat imam Bukhari**

Parmi les organisations « centre-asiatiques » qui combattent aujourd'hui en Syrie, la *jamaat* imam Bukhari est la plus importante. Selon les médias turcs, elle compterait dans ses rangs jusqu'à 400 citoyens ouzbeks<sup>36</sup>, dont la plupart ont acquis une expérience du combat en Afghanistan. Le fondateur du groupe, Salakhoudine (de son vrai nom Akmal Djourabaev), aurait été « un compagnon [des islamistes radicaux] Namangani et Iouldach et aurait rejoint le MIO en 1999<sup>37</sup> ». Tout cela semble indiquer que les racines de la *jamaat* Imam Bukhari remontent au MIO. En 2011, A. Djourabaev s'est installé en Syrie. Trois ans plus tard, il y a formé son propre groupe, la *jamaat* Imam Bukhari. En novembre 2014, les médias ont affirmé que ce groupe combattait dans les rangs de l'EI, puis, moins d'un an plus tard, qu'il aurait intégré le groupe Jabhat Fatah Al-Cham<sup>38</sup>. D'autres sources prétendent qu'elle coopérerait également avec les talibans.

### **Sabri Jamaat**

Début 2014, une organisation armée tadjiko-ouzbègue présente en Syrie et connue sous le nom de Sabri Jamaat, dirigée par Khalid Al-Daghestani, a annoncé son ralliement à l'EI<sup>39</sup>. Cette décision a été prise après une tentative de Jabhat Fatah Al-Cham de lui confisquer ses armes anti-aériennes. Cependant, le groupe n'a depuis plus fait état publiquement de sa présence active en Syrie.

Des activistes centre-asiatiques combattent également dans d'autres groupes composés essentiellement de russophones, comme la *jamaat* de Crimée, ainsi qu'au sein du groupe tchéchène Jaish Al-Muhajireen wal-Ansar.

---

35. « Ustanovleny organizatory i ispolniteli terakta v posol'stve Kitaâ v KR » [« Les organisateurs et les exécutants de l'attentat de l'ambassade de Chine au Kirghizstan ont été identifiés »], Agence télégraphique kirghize, 6 septembre 2016, <http://kyrtag.kg>.

36. « Suriye'de Savaşan Özbekistanlı Direnişçiler » [« Des insurgés ouzbeks font la guerre en Syrie »], *IncaNews*, 6 février 2014, [www.incanews.com](http://www.incanews.com).

37. M. Eniseev, « V Uzbekistane osuždeny ešče bol'se èkstremitov » [« Hausse du nombre d'extrémistes condamnés en Ouzbékistan »], CA Online, [www.inozpress.kg](http://www.inozpress.kg).

38. C. Weiss, « Uzbek groups part of new offensive in southern Aleppo », Threat Matrix, 7 juillet 2016, [www.longwarjournal.org](http://www.longwarjournal.org).

39. B. Roggio, « Central Asian Jihadist Group Joins ISIS », Threat Matrix, 7 mai 2014, [www.longwarjournal.org](http://www.longwarjournal.org).

## La propagande sur internet

La propagande sur internet joue un rôle fondamental dans le succès des opérations de recrutement de combattants centre-asiatiques. Chacun peut facilement avoir accès sur YouTube à d'innombrables vidéos, tournées par des professionnels comme par des amateurs, célébrant les faits d'armes des divers groupes terroristes. Certaines de ces vidéos, particulièrement populaires, ont été visionnées plus de 100 000 fois.

De fait, le recrutement virtuel s'impose comme un puissant instrument de manipulation face auquel les autorités sont largement désarmées. Par le passé, les services de sécurité nationaux parvenaient à bloquer les sites diffusant des contenus extrémistes et terroristes ; or, cette tâche est devenue de plus en plus difficile, car la plupart des organisations terroristes se sont tournées vers les réseaux sociaux, notamment Twitter, où la propagande du « djihad » échappe à tout contrôle.

On constate cependant une baisse de l'activité des combattants dans l'internet russophone (« RuNet »), notamment sur les réseaux sociaux VKontakte (équivalent russe de Facebook) et Odnoklassniki. Cette tendance peut s'expliquer par la mort au combat des animateurs des comptes concernés et par la surveillance accrue qu'exercent les services de renseignement sur les réseaux sociaux. Pour contourner ces difficultés, au cours de ces derniers mois, l'EI a transféré « une partie de ses activités de propagande et de recrutement vers la messagerie mobile chiffrée Telegram<sup>40</sup> ».

Les groupes terroristes utilisent amplement les possibilités offertes par le numérique, maîtrisent les technologies de l'information dont ils s'adaptent aux constantes évolutions et gèrent parfaitement leur propre communication. En 2015, des structures de l'OTSC créées spécialement à cette fin ont fermé plus de 57 000 sites<sup>41</sup> servant à recruter des citoyens centre-asiatiques.

---

40. J. Paražčuk, A. Klevcova, « Central'noaziatskie i rossijskie boeviki uhodât iz socsetej » [« Les combattants centre-asiatiques et russes se détournent des réseaux sociaux »], Radio Azattyk, 6 novembre 2016, <http://rus.azattyq.org>.

41. « ODKB : Terroristy dlâ verbovki v IGIL žitelej Central'noj Azii ispol'zovali bolee 57 tys. sajtov » [« Selon l'OTSC, les terroristes ont utilisé plus de 57 000 sites internet pour convaincre des habitants d'Asie centrale de rejoindre l'EI »], Agence d'informations arabe syrienne, 15 septembre 2015, <http://sana.sy>.

## Les attentats de 2016 (Aqtobe, Bichkek)

Les prévisions concernant l'activation de cellules radicales « dormantes » et l'impact de la propagande djihadiste sur internet ont commencé à se réaliser. Les récents attentats survenus au Kazakhstan et au Kirghizstan ont tragiquement illustré cette tendance.

En juin 2016, à Aqtobe (Kazakhstan), un groupe radical a perpétré une série de fusillades qui ont entraîné la mort de civils, de militaires et des terroristes eux-mêmes. Il apparaît que la propagande extrémiste sur internet a été le principal catalyseur de ces attaques : d'après les services de renseignement kazakhstaniens, les membres du groupe auraient été convaincus de passer l'action par un discours enregistré du « porte-parole » de l'EI, Abou Mohammed Al-Adnani, qui appelait ses partisans au djihad.

Le groupe qui a commis cet attentat n'était pas une filiale d'une grande organisation terroriste. Ses membres n'avaient pas reçu d'instructions en provenance d'un quelconque centre opérationnel et leurs seuls liens avec les entités radicales internationales consistaient à écouter les enregistrements des prêches de leurs idéologues. De fait, cette attaque a été perpétrée par une cellule « dormante ». Ses auteurs étaient des citoyens du Kazakhstan. On l'aura compris : la menace terroriste ne provient plus seulement de l'extérieur, mais aussi de l'intérieur. De telles cellules clandestines représentent un danger de premier ordre, car elles agissent spontanément et il est donc très délicat de prévoir leurs objectifs et d'anticiper leurs opérations.

L'explosion d'une voiture piégée en août 2016 devant l'ambassade de Chine à Bichkek, capitale du Kirghizstan, a montré à quel point la menace terroriste intérieure était prégnante et mis en évidence la volonté et la capacité des groupes extrémistes centre-asiatiques déployés en Syrie à perpétrer des attentats dans leurs pays d'origine. L'attentat a également illustré la menace d'une fusion des menaces internes et externes. Cette tendance est particulièrement dangereuse. Aux yeux des combattants originaires d'Asie centrale, la région n'est qu'une partie d'un califat islamique unifié. C'est pourquoi les pays centre-asiatiques ont tout intérêt à renforcer la coopération régionale en matière de contre-terrorisme.

# Perspectives

À court terme, les actuelles tendances internationales vont inciter les pays d'Asie centrale à préserver l'équilibre stratégique existant. Dans le même temps, les acteurs régionaux et les grandes puissances intéressés par cette zone s'efforceront d'en assurer la sécurité pour promouvoir leurs propres intérêts.

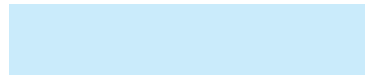
À moyen terme, les républiques centre-asiatiques seront confrontées aux effets des transformations politiques mondiales. Or le fonctionnement actuel de leurs systèmes politiques constitue un obstacle à l'élaboration de réactions adéquates aux nouvelles réalités, tout particulièrement aux défis internes. C'est pourquoi les cinq États doivent, urgemment, concentrer leurs efforts sur la création des conditions d'une modernisation politique et sociale.

La réduction des tendances radicales doit rester l'un des objectifs prioritaires dans la région. Pour y parvenir, il conviendra de répondre de façon efficace aux problèmes sociaux et économiques les plus urgents, de réduire la corruption, de mettre en œuvre des réformes dans le domaine de l'éducation, de mieux contrer la propagande djihadiste dans l'espace informationnel et de bloquer au plus vite la diffusion des contenus à caractère extrémiste. Une autre mesure préventive souhaitable serait le renforcement du contrôle des routes vers et depuis les zones de combats. Des dispositions concrètes s'imposent également pour assurer la surveillance des flux financiers, notamment pour identifier les associations (y compris « caritatives ») qui financent les groupes terroristes. Les pays d'Asie centrale doivent se donner les moyens d'empêcher la propagation du terrorisme sur leur territoire.

# Les dernières publications de *Russie.Nei.Visions*

- ▀ [P. Baev, « La Russie et l'Europe centrale et orientale : entre confrontations et connivences »](#), *Russie.Nei.Visions*, n° 97, octobre 2016.
- ▀ [V. Inozemtsev, « La modernisation de l'économie russe : les causes de l'échec »](#), *Russie.Nei.Visions*, n° 96, septembre 2016.
- ▀ [V. Likhatchev, « Les radicaux de droite dans le conflit russo-ukrainien »](#), *Russie.Nei.Visions*, n° 95, juillet 2016.
- ▀ [D. Trenin, « Politique russe en Asie : d'une approche bilatérale à une stratégie globale »](#), *Russie.Nei.Visions*, n° 94, juin 2016.
- ▀ [A. Choumiline, « La diplomatie russe au Moyen-Orient : retour à la géopolitique »](#), *Russie.Nei.Visions*, n° 93, mai 2016.
- ▀ [B. Lo, « La Russie, la Chine et les BRICS : une illusion de convergence ? »](#), *Russie.Nei.Visions*, n° 92, mars 2016.
- ▀ [L. Bisson, « Politique de l'immigration en Russie : nouveaux enjeux et outils »](#), *Russie.Nei.Visions*, n° 91, janvier 2016.
- ▀ [L. Poliakov, « Le "conservatisme" en Russie : instrument politique ou choix historique ? »](#), *Russie.Nei.Visions*, n° 90, décembre 2015.
- ▀ [I. Timofeev et E. Alekseenkova, « L'Eurasie dans la politique étrangère russe »](#), *Russie.Nei.Visions*, n° 89, décembre 2015.
- ▀ [I. Bounine et A. Makarkine, « État et milieu d'affaires en Russie »](#), *Russie.Nei.Visions*, n° 88, novembre 2015.
- ▀ [M. Korostikov, « Partir pour mieux revenir : les hauts fonctionnaires et les compagnies publiques russes »](#), *Russie.Nei.Visions*, n° 87, août 2015.

Si vous souhaitez être informé des parutions par courrier électronique (ou recevoir davantage d'informations), merci d'écrire à l'adresse suivante : [souin@ifri.org](mailto:souin@ifri.org)



**ifri**

institut français  
des relations  
internationales